

: Près [REDACTED] ([REDACTED]),
: Le [REDACTED] jour du mois de [REDACTED] de l'an deux-mille vingt quatre du calendrier grégorien,

Par l'original :Prénom1-Prénom2-Prénom3:
non RÉSIDENT, non DOMESTIQUE,
Mandataire de PERSONNE JURIDIQUE
ENTITÉ DOMICILIÉE la boîte postale située
devant le ADRESSE LÉGAL ;

A l'attention de l'homme qui répond au nom de la PERSONNE NOM PRÉNOM DU COMPTABLE
PUBLIQUE qui exerce le métier de COMPTABLE PUBLIQUE à la TRÉSORERIE de ville de la
trésorerie

Objet :

Non consentement de la DETTE PUBLIQUE immorale
faite par un PRÉSIDENT de le REPUBLIQUE
condamnable pour haute trahison :

*" Un CONTRAT est une loi entre les parties. qui ne peut acquérir force de loi que par
consentement ".*

En démocratie, le droit de vote rend l'électeur responsable de la dette. Je ne suis pas responsable de la dette
publique parce que je n'ai pas voté et je n'ai jamais voté, je ne possède pas de carte d'électeur ; Et (selon
votre situation mettre ou ne pas mettre ce paragraphe)

En démocratie, lorsque les élus et le gouvernement mentent au peuple sur l'absence de risque de défaut ils
prennent donc le risque de désolidariser le peuple de sa dette, de dissocier la parole du gouvernement de la
parole du peuple. Un peuple trompé par les informations que lui livre le gouvernement est en droit de ne plus
se sentir obligé de payer sa dette ; Et

En démocratie, vivre à crédit, ne pas proportionner ses dépenses à ses revenus, est possible pour l'État, parce
que vous possédez le monopole de la force, mais cela n'en est pas moins immoral. Cela est d'autant moins
moral que l'État utilise sa position dominante pour imposer sa volonté. Il utilise sa force et ne respecte pas
les lois élémentaires de la morale économique : ne pas dépenser ce que l'on n'a pas et ne pas promettre ce
que l'on sait ne pas pouvoir ou ne pas vouloir tenir. Rien ne peut justifier moralement ce type de
comportement. Même pas l'intérêt général puisque la fin ne justifie jamais les moyens ; Et

En démocratie, cette immoralité des choix financiers du gouvernement sera d'autant plus grande que les
dépenses publiques ne servent pas l'intérêt général, mais l'intérêt de quelques groupes d'intérêts influents ;
Et

En démocratie, un principe d'équilibre qui rappelle qu'il est bien de ne pas dépenser plus que ce que l'on
gagne. Ce principe s'applique aussi aux électeurs qui devraient savoir que toute augmentation de la dépense
publique exige une hausse de l'impôt. Lorsque les gouvernements utilisent leur privilège pour s'exonérer des
règles morales ils prennent le risque de l'exemplarité inverse. Ils restent des exemples, mais de mauvais
exemples qui diffusent dans le corps social le poison de l'immoralité financière ; Et

En démocratie, la dépense publique est toujours bonne même si elle sert à financer des emplois qui ne
servent à rien : on finance des hommes à creuser des trous pour les reboucher ; Et

En démocratie, le déficit public n'est plus le signe d'une mauvaise gestion, mais de la compétence financière du gouvernement. Le déficit, la répudiation de la dette ne sont plus immoraux puisque l'éthique publique se distingue de l'éthique privée. La question morale est même évincée du débat public puisque le gouvernement a pour mission de défendre, même au prix de choix immoraux, ce qu'il estime être dans l'intérêt général. Dans un monde keynésien, vivre à crédit n'est pas immoral, c'est au contraire un moyen de supporter la consommation et de faire vivre les autres. Le coupable devient l'épargnant ; Et

En démocratie, si la dette nationale est la conséquence de déficits publics qui sont, par nature, immoraux, la répudiation de la dette nationale n'est plus que la réponse logique à l'immoralité. C'est un peu comme une escalade d'immoralité, à l'immoralité de la dette et des déficits, répond la répudiation qui n'est plus immorale puisqu'elle ne vient que sanctionner un comportement lui-même immoral ; Et

En démocratie, une dette publique est qualifiée d'odieuse si elle n'est pas consentie (défaut de consentement), si elle finance des dépenses publiques inutiles (défaut d'utilité) et si le créancier est complice du débiteur (King 2007) ; Et

En démocratie, il y a défaut de consentement de la dette odieuse, une dette odieuse est une dette qui n'a pas été consentie ; Et

En démocratie, une dette contractée par un gouvernement totalitaire est dans ces conditions odieuse parce qu'elle n'a pas été consentie par le peuple. Le peuple n'est pas obligé de payer une dette auquel il n'a pas consenti ; Et

Le défaut de consentement n'existe pas seulement en autocratie. Il existe aussi dans les démocraties libérales pour trois raisons :

- (i) l'absence de consentement des générations futures,
- (ii) le mensonge et
- (iii) la dissimulation ; Et

En démocratie, la dette publique est un impôt différé qui généralement engage des électeurs qui n'étaient pas nés au moment du vote de l'emprunt. Sous le principe pas d'impôt sans représentation, les générations futures d'électeurs peuvent décider qu'elles n'ont pas à payer pour des dépenses qu'elles n'ont pas consommées et surtout pour une dette qu'elles n'ont pas contractée. Un électeur qui n'a pas eu l'occasion de voter pour une dette n'est pas moralement responsable de cette dette et peut justifier de ne pas payer ; Et

En démocratie, la dette publique peut avoir été acceptée par les électeurs uniquement parce que les comptes publics n'étaient pas sincères ou parce que les gouvernements ont cherché à dissimuler par une stratégie d'illusion fiscale le coût effectif de leurs dépenses. Le mensonge, cela a été rappelé, désolidarise le peuple en masse de sa dette. Il rend aussi la dette odieuse, car il y a tromperie. Le mensonge conduit l'électeur à décider sur de mauvaises bases. L'électeur n'est pas responsable d'un budget que l'on peut qualifier de non sincère. Il est moralement en droit de refuser de payer la dette publique ; Et

En démocratie, il n'est pas non plus responsable si le gouvernement développe une stratégie de dissimulation pour influencer les choix des électeurs en faveur de la dépense publique. L'illusion fiscale est immorale. Elle consiste de fait à cacher aux électeurs les coûts fiscaux des dépenses publiques. Si les électeurs connaissaient les coûts des services publics, ils s'y opposeraient probablement ; Et

En démocratie, il n'est pas impossible que l'illusion fiscale dissimule de fait un mauvais usage des fonds publics. Lorsque la dette finance des dépenses publiques inutiles et au service de quelques privilégiés, elle devient immorale. La dette publique devient par ce mécanisme odieuse, car elle ne respecte plus le principe d'utilité de la dépense et place le gouvernement en défaut d'utilité. Un tel argument rappelle que la dépense publique n'est pas toujours vertueuse ; Et

En démocratie, la dette odieuse trouve aussi son origine dans des dépenses publiques vicieuses. Cinq raisons peuvent justifier que l'on puisse conférer ce qualificatif de « vicieuses » aux dépenses publiques :

i) Il n'existe, premièrement aucun lien logique ni pratique entre dépenses publiques et moralité. Ce n'est pas parce que les dépenses publiques augmentent que les hommes sont meilleurs et font le bien ; Et

ii) La relation inverse peut même être défendue : Plus de dépenses publiques c'est en effet plus d'impôt et plus d'impôt c'est moins d'acte de charité, c'est moins de solidarité. Le paiement de l'impôt se substitue au don. Je n'ai plus à m'occuper des pauvres puisque les services sociaux de l'État s'en chargent (Robert 1984) ; Et

iii) Plus d'impôt c'est aussi un revenu net plus faible et une capacité financière à faire ce que l'on croit juste ou bien moins grande. L'obligation de s'en remettre à la collectivité pour réaliser le bien crée un contexte favorable à l'irresponsabilité, car si le monde n'est ni juste ni bien ce n'est pas de ma faute, mais de la faute des politiques qui agissent mal et qui font de mauvaises politiques. Quand l'État s'occupe de tout, les citoyens ne s'occupent plus de rien, ne se sentant plus responsables des désordres sociaux. Ils ont délégué cette tâche aux hommes de l'État ; Et

iv) Plus de dépenses publiques ne signifie pas par ailleurs une gestion plus efficace des ressources rares. Or, l'inefficacité est immorale car elle prive les hommes de ressources qui auraient pu leur être utiles pour mieux vivre ; Et

v) De bonnes intentions ne sont pas nécessairement à l'origine des dépenses publiques. Les élus, les groupes d'intérêt, et les agents publics peuvent vouloir défendre le bien public en exigeant plus de budget mais ils peuvent aussi vouloir défendre uniquement leurs intérêts égoïstes et catégoriels. Si de bonnes intentions ne rendent pas nécessairement un acte moral, lorsque de mauvaises intentions inspirent la décision budgétaire celle-ci est par nature immorale ; Et

En démocratie, il est logique alors de soutenir qu'une dette non consentie et finançant des maux publics place le créancier en situation de complicité. Le débiteur n'est pas tenu de tenir sa parole parce qu'il est face à un créancier qui a mal agi en soutenant financièrement un dictateur et/ou un gouvernement qui a mis en œuvre une politique de dépenses inutiles et à l'origine des difficultés économiques d'un grand nombre d'individus ; Et

En démocratie, ce principe de complicité des créanciers pointe leur responsabilité et peut être relié au concept de « banquiers paresseux ». Il y a ici une double immoralité des banques. Elles sont complices des États et oisives ; Et

En démocratie, la théorie de la banque paresseuse rejoint ces interrogations. Elle soutient, en effet, que les banques abandonnent leur rôle de sélection des projets d'investissement et se contentent de répondre aux attentes des gouvernements. Elles achètent des titres publics et ne cherchent plus à sélectionner correctement les projets entrepreneuriaux, car il leur suffit de vivre de la rente que leur verse les gouvernements ; Et

En démocratie, dans le cas de taux d'intérêt négatifs le montant des gains est plus faible, mais les banques acceptent sous la contrainte ce type de taux pour ne pas mettre les États en faillite et perdre les fonds qu'ils ont prêtés car au final elles continuent de gagner de l'argent grâce aux liquidités injectées sur les marchés financiers pour financer les engagements des États ; Et

Article 1 des deux Pactes internationaux de 1966 sur les droits humains. Selon l'article premier commun aux deux Pactes, « *Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance* »

En démocratie, on peut également se référer aux dettes des régimes despotiques, aux dettes de gouvernement criminel, aux dettes coloniales, aux dettes des gouvernements sous domination étrangère, aux dettes de

régimes renversés par le peuple, aux dettes contractées en violation des règles élémentaires d'un État démocratique, aux dettes reposant sur un contrat entaché d'un vice de consentement ; Et

La France a été cédée à l'OMS « à l'abri du peuple » fin 2019, avec extorsion de son consentement, la France est devenue une colonie de l'OMS (un dominion selon le modèle impérialiste britannique) ; Et

" Disparata non debent jungi "
Les choses inégales ne doivent pas être jointes.

MISE EN NULLITÉ ABSOLUE DE LA Vème RÉPUBLIQUE :

Dans la mesure où aucun Français n'a été consulté lorsque vous avez mis la Nation France en Consortium en 1947, il est légitime de rompre les contrats abusifs qui nous lient à ce groupe de sociétés dont la maison mère est la République française présidence ; Et

Non seulement, les français nés avant 1947 ont été abusés puisque totalement ignorants de cette mise en société ; mais en plus toute personne née après le 17 janvier 1947 devenait de facto « un bien mobilier » de ce même consortium !! ; Et

Pas esclave, non. Des objets, des choses « animées » qui pourtant aujourd'hui en 2023 sont capables de descendre pacifiquement dans les rues pour défendre leurs droits et ceux des générations à venir ; Et ce malgré la répression brutale de quelques encagoulés qui ont prêté allégeance à une organisation non légitime ; Et

Vous nous avez relégués à de simples objets dont vous usez et abusez et vous jouez depuis des décennies ; Dénoncer ce « contrat » par la mise en nullité absolue est l'un des moyens de reprendre notre liberté, d'asseoir notre souveraineté légitime et naturelle ; Et

Un peuple souverain devenu « bien mobilier » et l'homme, « une marchandise pas comme les autres » (Nicolas Sarkozy-2006) ; Et

QUE DIT LE CODE PÉNAL sur les agissements du PRÉSIDENT de la REPUBLIQUE de la SOCIÉTÉ REPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE ?

« Chapitre Ier : De la trahison et de l'espionnage (Articles 411-1 à 411-11) »

Les faits sont suffisamment graves pour que nous indiquions ici l'ensemble des articles qui correspondent à la situation actuelle que nous subissons tous. Qu'en est-il de la LOI MILITAIRE ?

Code pénal

Partie législative (Articles 111-1 à 727-3)

Livre IV : Des crimes et délits contre la nation, l'État et la paix publique (Articles 410-1 à 450-5)

Titre Ier : Des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation (Articles 410-1 à 414-9)

Chapitre Ier : De la trahison et de l'espionnage (Articles 411-1 à 411-11)

Article 411-1

Les faits définis par les articles 411-2 à 411-11 constituent la trahison lorsqu'ils sont commis par un Français ou un militaire au service de la France et l'espionnage lorsqu'ils sont commis par toute autre personne.

Section 1 : De la livraison de tout ou partie du territoire national, de forces armées ou de matériel à une puissance étrangère (Articles 411-2 à 411-3)

Article 411-2 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait de livrer à une puissance étrangère, à une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents soit des troupes appartenant aux forces armées françaises, soit tout ou partie du territoire national est puni de la détention criminelle à perpétuité et de 750 000 euros d'amende. Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatif à la période de sûreté sont applicables au crime prévu par le présent article.

Article 411-3 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait de livrer à une puissance étrangère, à une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents des matériels, constructions, équipements, installations, appareils affectés à la défense nationale est puni de trente ans de détention criminelle et de 450 000 euros d'amende.

Section 2 : Des intelligences avec une puissance étrangère (Articles 411-4 à 411-5)

Article 411-4 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou avec leurs agents, en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France, est puni de trente ans de détention criminelle et de 450 000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de fournir à une puissance étrangère, à une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents les moyens d'entreprendre des hostilités ou d'accomplir des actes d'agression contre la France.

Article 411-5 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou avec leurs agents, lorsqu'il est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.

Section 3 : De la livraison d'informations à une puissance étrangère (Articles 411-6 à 411-8)

Article 411-6 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait de livrer ou de rendre accessibles à une puissance étrangère, à une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents des renseignements, procédés, objets, documents, données informatisées ou fichiers dont l'exploitation, la divulgation ou la réunion est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est puni de quinze ans de détention criminelle et de 225 000 euros d'amende.

Article 411-7 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait de recueillir ou de rassembler, en vue de les livrer à une puissance étrangère, à une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents, des renseignements, procédés, objets, documents, données informatisées ou fichiers dont l'exploitation, la divulgation ou la réunion est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.

Article 411-8 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait d'exercer, pour le compte d'une puissance étrangère, d'une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou de leurs agents, une activité ayant pour but l'obtention ou la livraison de dispositifs, renseignements, procédés, objets, documents, données informatisées ou fichiers dont l'exploitation, la divulgation ou la réunion est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.

Section 4 : Du sabotage (Article 411-9)

Article 411-9 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait de détruire, détériorer ou détourner tout document, matériel, construction, équipement, installation, appareil, dispositif technique ou système de traitement automatisé d'informations ou d'y apporter des malfaçons, lorsque ce fait est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, est puni de quinze ans de détention criminelle et de 225 000 euros d'amende.

Lorsqu'il est commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère, d'une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger, le même fait est puni de vingt ans de détention criminelle et de 300 000 euros d'amende.

Section 5 : De la fourniture de fausses informations (Article 411-10)

Article 411-10 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait de fournir, en vue de servir les intérêts d'une puissance étrangère, d'une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger, aux autorités civiles ou militaires de la France des informations fausses de nature à les induire en erreur et à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende.

Section 6 : De la provocation aux crimes prévus au présent chapitre (Article 411-11)

Article 411-11 Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002 :

Le fait, par promesses, offres, pressions, menaces ou voies de fait, de provoquer directement à commettre l'un des crimes prévus au présent chapitre, lorsque la provocation n'est pas suivie d'effet en raison de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende.

Vous présumez faire respecter la loi en obligeant le paiement de vos taxes et impôts, il serai bien que votre système fasse respecter la loi à ceux qui nous imposent celle-ci, le PRÉSIDENT de la SOCIETE REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE est condamnable pour haute trahison envers la nation, je ne consent pas cette dette publique qui jusqu'à preuve du contraire est immorale et vous devez COMPRENDRE que votre demande n'est pas légitime et n'est pas acceptée par moi.

signature